

Faits saillants du commerce et de l'investissement

Les exportations de biens tombent à leur plus bas niveau depuis la fin de 2001

Les exportations de biens et de services canadiens ont reculé de 17,9 % au deuxième trimestre (figure 1). Les exportations de marchandises sont tombées à leur plus bas niveau depuis le quatrième trimestre de 2001. Leur glissement de 18,3 % s'est accompagnée d'une diminution de 15,1 % des exportations de services. Les importations de biens et de services se sont repliées de 16,7 %, traduisant une baisse de 17,6 % des importations de produits de base et un recul de 12,2 % des importations de services. Touchées par la baisse des cours de l'énergie, les exportations d'énergie ont chuté de plus de 50 % comparativement au trimestre précédent, période pendant laquelle les cours de l'énergie étaient en hausse (figure 2). Les exportations de produits agricoles, entravées par la découverte de l'ESB chez un seul animal, ont diminué de 23,1 %. Les exportations de pièces automobiles se situent à leur plus bas niveau depuis le premier trimestre de 2001, tandis que les exportations de produits forestiers sont tombées à leur plus bas niveau en plus de 10 ans.

La réduction des importations d'aéronefs et de pièces, ainsi que de celles de produits automobiles, a été le principal facteur contribuant au recul des importations de marchandises. Les exportations de marchandises vers les États-Unis ont fléchi de 18,5 %, soit 17,5 milliards de dollars, au cours du trimestre. Tous les grands marchés, à l'exception des « autres pays de l'OCDE » (autres que les États-Unis, l'UE et le Japon), ont connu une baisse des exportations de biens. Les importations de marchandises en provenance des États-Unis ont également connu une baisse prononcée, soit de 19,5 % ou de 13,3 milliards de dollars. Les importations de produits de base de tous les autres grands marchés — à l'exception du Japon — ont diminué.

Les exportations de biens reculant plus rapidement que les importations, la balance du commerce des marchandises s'est rétrécie de 3,9 milliards \$ pendant le trimestre, s'établissant à 59,2 milliards \$. Un recul de 4,2 milliards \$ de la balance du commerce de marchandises avec les États-Unis et une réduction de 1,2 milliard \$ de la balance avec le Japon n'ont été que partiellement contrebalancés par des améliorations de la balance du commerce de biens avec l'UE et les autres pays de l'OCDE.

Tant les exportations que les importations de services reculent

Les exportations de services ont diminué de 15,1 % au deuxième trimestre, principalement en raison de baisses des voyages (réduction de 46,8 %, soit de 2,3 milliards \$). Un certain nombre de facteurs ont contribué à la réduction des voyages et des dépenses qui leur sont consacrées, dont la guerre en Irak et les inquiétudes au sujet du SRAS (Figure 3). Les exportations de services de transport se sont également inscrites en baisse — de 24,0 %, soit 696 millions \$ — par suite d'une baisse du niveau des échanges commerciaux. Les reculs ont été limités par une augmentation des exportations de services commerciaux (en hausse de 9,6 %, c'est-à-dire 684 millions \$).

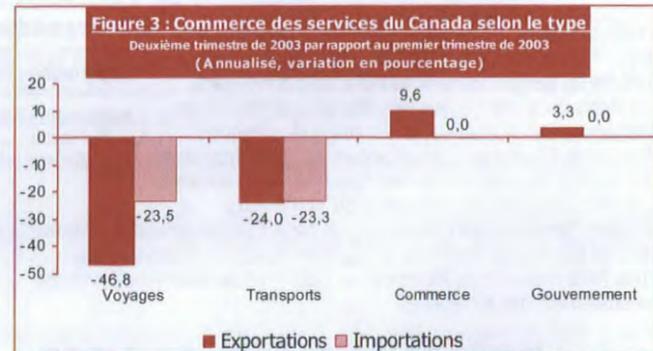
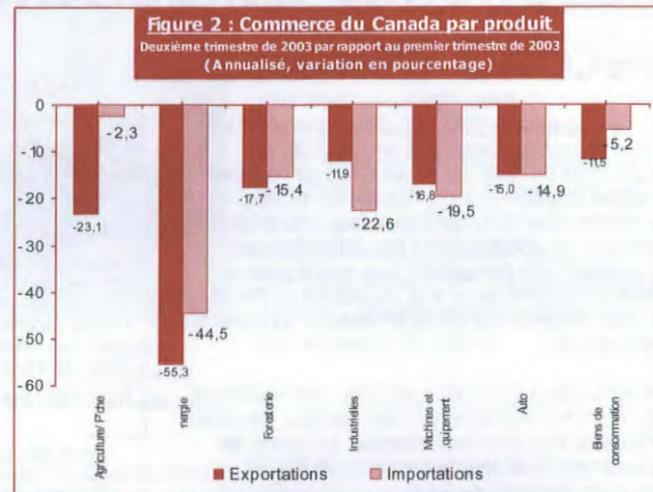
Les importations de services ont également reculé au deuxième trimestre. Mais, s'établissant à 12,2 %, le repli des importations de services a été quelque peu lent que le taux de diminution des exportations de services. À l'instar des exportations de services, les baisses des importations de services se sont concentrées dans les services de voyage (en diminution de 23,5 %, soit 1,2 milliard \$) et les services de transport (en baisse de 23,3 %, c'est-à-dire de 928 millions de dollars), tandis que les importations de services commerciaux et gouvernementaux sont demeurées à des niveaux comparables à ceux du trimestre précédent.

Étant donné que les exportations de services ont diminué à un rythme un peu plus rapide que celui des importations de services, la balance du commerce des services s'est accrue légèrement, atteignant 10,7 milliards \$ au deuxième trimestre, comparativement à 10,6 milliards \$ au trimestre précédent.

Les flux d'investissement de l'étranger dépassent les flux d'investissement à l'étranger

L'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) s'est élevé à 2,8 milliards \$ au deuxième trimestre de 2003 — en baisse par rapport aux 8,7 milliards \$ enregistrés au deuxième trimestre de 2002. Tous les secteurs ont connu une baisse de l'IDCE, à l'exception d'une modeste augmentation dans le cas du secteur des services et de la vente au détail. Les reculs ont été particulièrement prononcés dans les secteurs de l'énergie et des finances et de l'assurance. Sur le plan régional, les diminutions se sont concentrées dans l'UE (baisse de 5,0 milliards \$) et dans des pays non membres de l'OCDE (baisse de 0,7 milliard \$). L'IDCE vers les États-Unis n'a connu qu'un fléchissement négligeable.

L'investissement étranger direct (IED) au Canada s'est élevé à 5,1 milliards \$ au deuxième trimestre de 2003 — en baisse par rapport à 7,3 milliards \$ au même trimestre un an plus tôt. La plus grande partie de la diminution des flux d'IED s'est



Source : Statistique Canada

produite dans les secteurs de l'énergie (baisse de 1,4 milliard \$) et des services et de la vente au détail (baisse de 1,0 milliard \$), tandis que le secteur des machines et du transport a enregistré une progression de 0,8 milliard \$.

Les réductions ont découlé principalement de reculs de l'IED en provenance de l'UE (en baisse de 1,4 milliard \$), des États-Unis (en baisse de 0,4 milliard \$) et du Japon (en baisse de 0,3 milliard \$). Dans l'ensemble, les flux d'investissement de l'étranger ont dépassé les flux d'investissement à l'étranger de 2,3 milliards au deuxième trimestre, ce qui marque un renversement de la situation au même trimestre de l'année précédente, alors que l'IDCE dépassait l'IED de 1,4 milliard \$.

Le Canada réduit ses réserves officielles de change

Le Canada a réduit ses réserves officielles d'éléments d'actif au second trimestre de 2003 de 0,2 milliard \$, comparativement à une augmentation de 1,5 milliard \$ au même trimestre en 2002.

Fluctuations économiques dans les régions des États-Unis entre 1989 et 2001

Le Canada partage avec les États-Unis la proximité géographique, un système de production largement intégré et un accord global de libre-échange. Ces facteurs, conjugués à une vigoureuse demande américaine d'exportations canadiennes, ont œuvré en faveur d'un accroissement relatif des ventes par le Canada de sa production aux États-Unis. Toutefois, la demande américaine de produits canadiens diffère d'une région à l'autre et elle a évolué avec le temps. Par exemple, un article de fond paru dans le magazine *Review* (troisième trimestre, 2002) a montré que des parts croissantes d'exportations canadiennes se dirigeaient vers l'Ouest et le Sud des États-Unis, au détriment des exportations vers le Nord-Est et le Midwest. Les disparités entre États et régions sur le plan de la croissance économique et de la prospérité pourraient constituer un des facteurs expliquant ces évolutions des courants commerciaux.

Le présent compte rendu analyse les fluctuations économiques observées dans les régions des États-Unis entre 1989 et 2001, la dernière année pour laquelle des données sur le produit brut des États (PBE) sont disponibles¹. Le tableau 1 donne un aperçu des taux annuels moyens de croissance du PBE, classés par sous-régions et régions. Pour les États-Unis dans leur ensemble, le PIB a progressé à un taux annuel moyen de 3,0 % pendant cette période.

Les données présentées au tableau 1 révèlent des écarts considérables des taux de croissance au cours de la dernière décennie, approximativement, même au niveau sous-régional. Par exemple, l'État qui a présenté le taux de croissance de plus élevé (6,0 %) de 1989 à 2001 a été le Nevada, dans la sous-région de l'Extrême-Ouest. L'Alaska, dans la même sous-région, a connu le plus faible taux de croissance. Le PBE de l'Alaska s'est dans les faits, contracté d'une moyenne de 1,1 % pendant la période.

Si nous retenons une norme de ± 2 points de pourcentage

d'écart avec le taux moyen national de croissance pour désigner les États qui performant bien ou mal, figureraient dans la catégorie des États qui performant bien le Nevada, l'Orégon, l'Arizona, l'Idaho, le Nouveau-Mexique, le Colorado et l'Utah, alors que le groupe des États performant mal serait limité au district de Columbia, à Hawaï et, bien évidemment, à l'Alaska.

Dans le reste de ce compte rendu spécial, nous nous concentrerons sur les niveaux régionaux et sous-régionaux pour compléter les constatations publiés dans l'article du magazine *Review* mentionné plus haut.

Taux annuel moyen de croissance par région

Parmi les quatre régions américaines principales, ou macro-régions, le produit régional réel des États² a été dirigé par le Sud et l'Ouest, qui, avec un taux de 3,6 % et de 3,4 % respectivement, ont enregistré des taux de croissance dépassant la moyenne nationale (tableau 1). D'un autre côté, les taux du Midwest (2,8 %) et du Nord-Est (2,3 %) ont été inférieurs à la moyenne nationale.

Tableau 1 : Croissance annuelle moyenne du produit brut réel des États (indice-chaine, 1996=100), 1989-2001

	Croissance annuelle 1989-2001	Écart par rapport à la moyenne nationale	Croissance annuelle 1989-2001	Écart par rapport à la moyenne nationale
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	3,0 %	n.d.		
RÉGION DU NORD-EST	2,3 %	-0,7 %		
<i>Sous-région de la Nouvelle-Angleterre</i>	2,5 %	-0,5 %		
Connecticut (CT)	2,2 %	-0,8 %		
Maine (ME)	1,6 %	-1,4 %		
Massachusetts (MA)	2,7 %	-0,3 %		
New-Hampshire (NH)	3,9 %	0,9 %		
Rhode Island (RI)	2,2 %	-0,8 %		
Vermont (VT)	2,5 %	-0,5 %		
<i>Sous-région du Mideast</i>	2,2 %	-0,8 %		
Delaware (DE)	3,2 %	0,2 %		
District de Columbia (DC)	0,9 %	-2,1 %		
Maryland (MD)	2,1 %	-0,9 %		
New-Jersey (NJ)	2,3 %	-0,7 %		
New-York (NY)	2,2 %	-0,8 %		
Pennsylvanie (PA)	2,2 %	-0,8 %		
RÉGION DU MIDWEST	2,8 %	-0,2 %		
<i>Sous-région des Grands Lacs</i>	2,7 %	-0,3 %		
Illinois (IL)	2,9 %	-0,1 %		
Indiana (IN)	2,9 %	-0,1 %		
Michigan (MI)	2,2 %	-0,8 %		
Ohio (OH)	2,4 %	-0,6 %		
Wisconsin (WI)	3,3 %	0,3 %		
<i>Sous-région des Plaines</i>	3,0 %	0,0 %		
Iowa (IA)	2,9 %	-0,1 %		
Kansas (KS)	2,7 %	-0,3 %		
Minnesota (MN)	3,5 %	0,5 %		
Missouri (MO)	2,5 %	-0,5 %		
Nebraska (NE)	3,1 %	0,1 %		
Dakota du Nord (ND)	2,8 %	-0,2 %		
Dakota du Sud (SD)	4,0 %	1,0 %		
RÉGION DU SUD	3,6 %	0,6 %		
<i>Sous-région du Sud-Est</i>	3,2 %	0,2 %		
Alabama (AL)	2,6 %	-0,4 %		
Arkansas (AR)	3,2 %	0,2 %		
Floride (FL)	3,4 %	0,4 %		
Géorgie (GA)	4,4 %	1,4 %		
Kentucky (KY)	3,0 %	0,0 %		
Louisiane (LA)	1,5 %	-1,5 %		
Mississippi (MS)	2,7 %	-0,3 %		
Caroline du Nord (NC)	3,5 %	0,5 %		
Caroline du Sud (SC)	3,1 %	0,1 %		
Tennessee (TN)	3,5 %	0,5 %		
Virginie (VA)	2,8 %	-0,2 %		
Virginie de l'Ouest (WV)	1,8 %	-1,2 %		
<i>Sous-région du Sud-Ouest</i>	4,3 %	1,3 %		
Arizona (AZ)	5,8 %	2,8 %		
Nouveau-Mexique (NM)	5,5 %	2,5 %		
Oklahoma (OK)	2,3 %	-0,7 %		
Texas (TX)	4,2 %	1,2 %		
RÉGION DE L'OUEST	3,4 %	0,4 %		
<i>Sous-région des montagnes Rocheuses</i>	5,0 %	2,0 %		
Colorado (CO)	5,4 %	2,4 %		
Idaho (ID)	5,5 %	2,5 %		
Montana (MT)	2,6 %	-0,4 %		
Utah (UT)	5,3 %	2,3 %		
Wyoming (WY)	2,5 %	-0,5 %		
<i>Sous-région de l'Extrême-Ouest</i>	3,1 %	0,1 %		
Alaska (AK)	-1,1 %	-4,1 %		
Californie (CA)	2,9 %	-0,1 %		
Hawaï (HI)	0,8 %	-2,2 %		
Nevada (NV)	6,0 %	3,0 %		
Orégon (OR)	5,8 %	2,8 %		
Washington (WA)	3,9 %	0,9 %		

Source : Produit brut réel des États (PBE), Bureau of Economic Analysis, Secrétariat au Commerce des États-Unis, mai 2003

1 Toutes les données proviennent du U.S. Bureau of Economic Analysis et renvoient au PBE réel (c.-à-d., le PBE nominal dégonflé d'un indice-chaine des prix, l'année 1996 étant égale à 100). Le produit brut des États est similaire au concept de produit intérieur brut des États sur le plan des revenus, sauf qu'il n'intègre pas le revenu et la rémunération versés au personnel militaire et gouvernemental cantonné à l'extérieur du pays.

2 La somme de chacun des produits bruts réels des États.